

Unité départementale de la Vendée  
Cité administrative TRAVOT  
10 rue du 93ème RI - Bât A2  
85000 Roche sur yon  
ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr

La Roche sur Yon, le 27 avril 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

### **METAL RECYCLING SARL**

101 La Renaulière  
ST SULPICE LE VERDON  
85260 Montréverd

Références : D 23.0184

Code AIOT : 0006308074

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2023 dans l'établissement METAL RECYCLING SARL implanté ZI de La Chevasse Rue des Auberges - ST SULPICE LE VERDON 85260 Montréverd. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- METAL RECYCLING SARL
- ZI de La Chevasse Rue des Auberges - ST SULPICE LE VERDON 85260 Montréverd
- Code AIOT : 0006308074
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société METAL RECYCLING a été autorisée par arrêté préfectoral du 13/10/2015 à exploiter un centre de récupération de pots catalytiques qui sont cisailés afin d'en récupérer la structure interne (nid d'abeille) contenant des divers métaux. Elle réalise également du regroupement et transit de batteries.

Le bâtiment principal a été inspecté lors de cette visite.

Cette inspection inopinée s'inscrit dans l'action régionale 2023 sur l'état des stocks.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Etat des stocks
- registre déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
8	Modalité de gestion des D3E	Code de l'environnement du 29/12/2020, article R543-200-1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Registre déchets entrants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	/	Sans objet
2	Registre déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet
4	Registre RNDTS informatisé	Code de l'environnement du 29/06/2021, article R541-43	/	Sans objet
7	Situation administrative - Transit, traitement de D3E	Code de l'environnement du 03/03/2023, article R511-9	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Trackdéchets	Code de l'environnement du 24/11/2022, article R541-45	/	Sans objet
5	Etat des stocks de déchets dangereux	Arrêté Préfectoral du 13/10/2015, article 1.1.3	/	Sans objet
6	Notification d'exportation de déchets	Code de l'environnement du 19/08/2015, article L541-40	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Ce contrôle inopiné a permis de constater que les volumes de déchets en stock n'excédaient pas les volumes fixés par prescriptions de l'arrêté préfectoral d'exploitation.

Le registre déchets nécessite d'être mis en conformité avec l'arrêté ministériel du 31/05/2021 (quelques informations sont manquantes).

L'inspection de l'environnement rappelle que les données saisies dans le registre, sauf celles figurant déjà sur Trackdéchets doivent être remontées de façon systématique vers l'application ministérielle RNDTS à compter du 1<sup>er</sup> mai.

Le contrôle a également montré que l'exploitant réalise un transit et traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques dans un volume inférieur à un seuil de classement, mais dont l'activité n'a pas été portée à la connaissance du préfet. Pour cette activité, il n'a en outre pas justifié immédiatement d'un contrat prévu par l'article R543-200-1 du code de l'environnement. Un délai d'un mois est fixé pour le contradictoire à cet article.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Registre déchets entrants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 1 Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement : - la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ; c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet : - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement : - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée. <b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un registre de suivi des déchets réceptionnés. Ce registre informatique a été conçu pour répondre à l'arrêté ministériel du 31/05/2021 relatif aux registres des déchets. Ce registre ne contient pas d'indication sur la présence de déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E) vus lors de la visite inopinée du site. Aucune batterie n'a été vue en visite, bien que l'arrêté préfectoral autorise leur transit. Le registre des déchets pour l'année 2022 ne fait mention d'aucune admission de batteries.  Compte tenu de la présence de D3E sur le site, et leur absence dans le registre des déchets, ce constat fait l'objet d'un écart.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 2 : Registre déchets sortants

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

### **Prescription contrôlée :**

#### Article 2

Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.

Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date de sortie de l'installation :

- la date de l'expédition du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;

- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;

- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ;

- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;

- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;

- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;

- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;

- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

**Constats :** L'exploitant dispose d'un registre de suivi des déchets sortants. Ce registre informatique a été conçu pour répondre à l'arrêté ministériel du 31/05/2021 relatif aux registres des déchets.

Le fichier d'exportation du registre examiné ne mentionne pas toutes les informations imposées par l'arrêté ministériel. Il manque notamment:

- les n° SIRET des transporteurs et destinataires

- certains n° de récépissés de déclaration préfectoral

L'exploitant doit justifier qu'il met en conformité le registre avec cet article.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Trackdéchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/11/2022, article R541-45
<b>Thème(s) :</b> Autre, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article R541-45 I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. Lorsqu'une transformation ou un traitement aboutit à produire des déchets dont la provenance reste identifiable, l'auteur du traitement informe l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure en complétant le bordereau électronique. (...)
<b>Constats :</b> L'exploitant a un accès à l'application Trackdéchets. Certains bordereaux de suivi de déchets dangereux ont été examinés par sondage (BSD-20220921-P4Y46XQWG, BSD-20230210-FMV16Q0ZD, BSD-20230224-5X9CGBWW7, BSD-20230227-XYS80GW78).  Ce constat ne fait pas l'objet de remarque.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Registre RNDTS informatisé

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 29/06/2021, article R541-43
<b>Thème(s) :</b> Autre, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article R541-43 I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. (...) II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes : (...) 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ; (...) A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de

l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.  
(...)

**Constats :** S'agissant d'un centre de tri, regroupement et de traitement de déchets, l'inspection rappelle que les données concernant la gestion des déchets doivent être reportées sur l'application nationale RNDTS (site Internet: <https://rndts-diffusion.developpement-durable.gouv.fr/fr>). Toutefois, les données déjà présentes sur Trackdéchets n'ont pas à être reportées sur cette application.

L'exploitant doit mettre en place la transmission de ses données vers RNDTS à compter du 1er mai 2023 (cf période définie sur cette page:

<https://rndts-diffusion.developpement-durable.gouv.fr/fr/actualite/actualite/delai-de-tolerance-jusquau-1er-mai-2023-pour-rndts>).

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 5 : Etat des stocks de déchets dangereux

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/10/2015, article 1.1.3

**Thème(s) :** Autre, Situation administrative

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

(rubrique 2718)

Pots catalytiques : 20 tonnes

Monolithes broyés : 15 tonnes

Total : 35 tonnes

**Constats :** L'exploitant a établi un état des stocks correspondant au jour de l'inspection:

- Catalyseur avant traitement: 958 kg

- Pots métalliques: 396 kg

- Monolithe broyé: 0 kg

- Batteries: 0 kg

- D3E: 9660 kg

Ces chiffres sont cohérents avec le constat fait lors de cette inspection inopinée. Il n'excède pas les quantités en déchets dangereux autorisés, mais la présence de D3E est anormale.

**Observations :** Lors de l'instruction de la demande de modification en 2020, l'article 5.3 de l'arrêté préfectoral n'a pas été ajusté avec les quantités maximales de déchets susceptibles d'être présents sur le site. Un arrêté préfectoral complémentaire corrigeant cet article 5.3 sera à prévoir.

En outre il est rappelé à l'exploitant que l'article 50 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 lui est aussi directement opposable depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022. Cet article impose que :

« L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de



*fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.*

*L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.*

*Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.*

*Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.*

*L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. »*

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### **N° 6 : Notification d'exportation de déchets**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 19/08/2015, article L541-40

**Thème(s) :** Autre, Déchets

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Article L541-40

I.-L'importation, l'exportation et le transit de déchets sont soumis aux dispositions du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

II.-En cas d'exportation de déchets soumise à notification, le notifiant est établi en France. Il en va de même pour la personne, visée au 1 de l'article 18 du règlement mentionné ci-dessus, qui organise un transfert de déchets dispensé de notification en application du 2 et du 4 de l'article 3 du même règlement.

La notification couvre le transfert des déchets depuis un lieu d'expédition unique.

Le notifiant est défini à l'article 2.15 du règlement mentionné ci-dessus.

Le présent article et l'article L. 541-42-2 peuvent être adaptés par la prise d'un accord bilatéral entre les Gouvernements des Etats d'expédition et de destination des déchets, dans les limites prévues par le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil, du 14 juin 2006, concernant les transferts de déchets.

**Constats :** Le registre des déchets sur l'année 2022 mentionne des exportations de céramique broyée vers le Japon le 10/02/2022 et 18/02/2022, puis vers l'Allemagne le 07/12/2023 (erreur ? 07/12/2022 ?).

L'exploitant a changé en cours d'année 2022 son exutoire vers une société allemande. Il justifie pour cela d'une notification de transfert n°FR 2022 085012 du 14/11/2022 valable jusqu'en 2025.

Un exemple d'annexe VII a été vu pour un transfert arrivé à destination le 01/03/2023 en Allemagne faisant référence à ce n° de notification.

Ce constat ne fait pas l'objet de remarque.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### **N° 7 : Situation administrative - Transit, traitement de D3E**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 03/03/2023, article R511-9

**Thème(s) :** Situation administrative, Classement

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**



<p>Article R511-9</p> <p>La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Rubrique 2711:</p> <p>Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2719, le volume susceptible d'être entreposé étant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Supérieur ou égal à 1000 m<sup>3</sup> : (E)</li> <li>- Supérieur ou égal à 100 m<sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m<sup>3</sup> : (DC)</li> </ul> <p><b>Constats :</b> L'inspection a constaté la présence de déchets d'équipement électriques et électroniques (D3E) sur le site. L'exploitant justifie cette présence par un contrat de sous-traitance avec une autre société.</p> <p>Le volume de D3E présent ne dépasse pas le seuil de 100 m<sup>3</sup>, mais représente tout de même une quantité de 9,66 tonnes selon l'état des stocks récupéré en visite.</p> <p>Le classement sous la rubrique 2711 n'est donc pas atteint, et ne fait pas l'objet d'un écart.</p> <p>Toutefois, le tri, transit de D3E aurait dû être porté à la connaissance du préfet en application de l'article R181-46-II du code de l'environnement.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suite</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>
---

#### N° 8 : Modalité de gestion des D3E

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 29/12/2020, article R543-200-1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Article R543-200-1

I. – Au sens du présent article, on entend par :

1° " Opérateur de transit " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, sans réaliser d'autre opération qu'une rupture de charge et un entreposage temporaire dans l'attente de la reprise de ces déchets et de leur évacuation vers une installation de gestion des déchets ;

2° " Opérateur de regroupement " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, après avoir procédé à leur déconditionnement et reconditionnement pour constituer des lots de tailles plus importantes.

II. – Pour l'application de l'article L. 541-10-20, un opérateur de gestion de déchets ne peut gérer des déchets d'équipements électriques et électroniques que s'il a conclu préalablement un contrat écrit relatif à la gestion de ces déchets, soit avec un éco-organisme agréé, soit avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé, soit, pour ce qui concerne un opérateur de collecte, de transit ou de regroupement, avec un opérateur de traitement, auquel il remet les déchets concernés, ayant lui-même conclu un contrat entrant dans le champ des deux alinéas précédents. Dans ce cas, l'opérateur de traitement fournit à l'opérateur de collecte, de transit ou de regroupement un document justificatif de l'existence et de l'adéquation du contrat.

III. – Le contrat mentionné au II est conclu avec un éco-organisme agréé pour la catégorie de déchets concernés ou avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé pour les déchets issus de ses produits.

IV. – Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'environnement et de l'industrie définit les dispositions et clauses minimales devant figurer dans les contrats et les documents justificatifs mentionnés au II.

V. – Tout opérateur mentionné au II du présent article est tenu de présenter les contrats ou les documents justificatifs exigés à ce II, à la demande de tout inspecteur de l'environnement au sens du I de l'article L. 172-1.

S'il est constaté qu'un opérateur mentionné au II gère des déchets sans disposer préalablement des contrats ou des justificatifs nécessaires, le préfet du département où exerce l'opérateur concerné l'avise des faits qui lui sont reprochés et de la sanction qu'il encourt. L'intéressé est mis à même de présenter ses observations, écrites ou orales, dans le délai d'un mois, le cas échéant, assisté d'un conseil ou représenté par un mandataire de son choix.

Au terme de cette procédure, le préfet peut, par une décision motivée qui indique les voies et délais de recours, prononcer une amende administrative dont le montant tient compte de la gravité des manquements constatés et des avantages qui en sont retirés et qui ne peut excéder 750 € pour une personne physique et 3 750 € pour une personne morale par tonne de déchets d'équipements électriques et électroniques.

La décision mentionne le délai et les modalités de paiement de l'amende. L'amende est recouvrée conformément aux dispositions du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

**Constats :** Lors de cette visite inopinée, l'inspection a constaté la présence de déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E) sur le site. Ces déchets subissent des opérations de séparation physique en vue d'une valorisation des composants.



L'état des stocks consulté mentionne la présence de 9,66 tonnes de D3E au jour de cette visite.

L'exploitant a indiqué oralement avoir passé un contrat avec une société externe, sans fournir de justificatif.

Conformément à l'article R543-200-1 du code de l'environnement, l'inspection engage une procédure de contradictoire d'un mois afin que l'exploitant puisse justifier de cette opération de

traitement de D3E.

Faute de réponse ou de justificatif, et conformément à cet article, l'inspection proposera au préfet une amende forfaitaire de 3 750 € par tonnes de D3E présents lors de cette visite (soit un montant de 36 225 €)

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 1 mois